Pour ceux d'entre vous qui ne l'auraient pas lu **Appel du Président Compaoré à la Paix et à l'Union du Faso**

PEUPLE BURKINABÈ - FILLES ET FILS DU FASO - AMIS DU BURKINA FASO
J'ai accepté de rendre ma démission de la Présidence du Faso.
J'ai décidé de quitter le Pouvoir face à la tragédie que courait mon pays.
J'ai refusé de voir couler le sang de mes compatriotes, le sang des filles et fils du Burkina Faso.

J'ai quitté le Pouvoir bien que Président démocratiquement élu, légal et légitime, en vertu du droit constitutionnel du Burkina Faso, pour sauvegarder les acquis de notre évolution démocratique et notre progrès socio-économique.
J'ai quitté le Pouvoir parce que l'intérêt supérieur du Burkina Faso passe au-dessus de tout, y compris de ma personne.
À la stabilité de la sous-région ouest-africaine, à l'Afrique, à la paix internationale, j'ai constamment essayé de donner le meilleur de moi-même.
Je voudrais à cet instant grave pour l'avenir de notre pays d'abord m'incliner devant la mémoire de tous les morts occasionnés par cette crise sordide.
Je voudrais remercier les militants du CDP, mes collaborateurs, tous les Burkinabè, très nombreux qui ont continué, même dans l'épreuve, à me faire confiance et surtout ont su faire preuve de retenue.
Je salue le courage de mes proches et partisans humiliés et dont les biens ont été pillés et incendiés.
J'admire l'humilité de tous les Burkinabè qui sont restés attachés à la paix.
Que tous demeurent en prière pour notre pays afin que de l'union sincère des cœurs pour que l'avenir des générations futures ne soit pas hypothéqué par cette crise.
J'implore à cet instant les filles et les fils du Burkina Faso, en vertu des valeurs d'intégrité et de pardon qui régissent nos traditions, à s'unir comme un seul homme autour de l'intérêt supérieur du pays, pour que la paix et la démocratie règnent au plus vite.
Je demande aux filles et fils du Faso de s'unir, même contre moi, pour que l'essentiel soit sauf.
J'accepte, s'il le faut, d'être l'agneau du sacrifice de l'union nationale.
Sauvez le pays, préservez-le. Je vous le demande de toutes mes forces.

Aux puissances étrangères notamment les USA et la France je dis ma reconnaissance.
A l'Union Africaine, à la CDEAO je dis ma gratitude.

Notre sous-région ouest africaine a plus que jamais besoin du soutien de la communauté internationale pour garantir son intégrité et la paix.
Burkinabè de tous âges, unissez-vous, unissons-nous pour la patrie, pour que demain nos paroles fassent honte à nos actions.
Enfin je pardonne sincèrement à tous et même à ceux-là qui ont failli et m'ont trahi. J'en appelle au pardon de tous.
J'accepte d'avance toutes les vexations qui vous paraîtront nécessaires. Mais de grâce restez unis.
VIVE LE PEUPLE BURKINABÈ. QUE DIEU PROTÈGE LE BURKINA FASO.
BLAISE COMPAORE

Le Monde

Blaise Compaoré, l'ancien président du Burkina Faso, contraint à la démission, vendredi 31 octobre, face à un mouvement de contestation populaire, a été évacué « sans drame » avec l'aide de la France (en Côte d'Ivoire) a ainsi annoncé François Hollande, lundi 3 novembre, depuis le Canada où il est en voyage officiel.

Dès vendredi soir, des militaires, menés par le lieutenant-colonel Isaac Zida avaient pris le pouvoir et s'étaient installés dans le palais présidentiel. Adoubé par les militaires mais contesté par une partie de la rue, Isaac Zida a assuré qu'il voulait mener une transition démocratique « dans un cadre constitutionnel », laissant entrevoir qu'un civil – et non plus un militaire – pourrait prendre la tête de la transition.

15 JOURS POUR RENDRE LE POUVOIR AUX CIVILS
François Hollande a également mis en garde le nouveau pouvoir militaire, estimant que « c'est au pouvoir civil » d'organiser les élections qui devront placer un nouveau politique à la tête du pays.

Lundi soir, l'Union africaine – réunie pour un Conseil de paix et de sécurité en Ethiopie – s'est, elle, chargée de fixer une date butoir, donnant quinze jours aux forces armées pour rendre le pouvoir aux civils, faute de quoi elle imposerait des sanctions. **Le Monde**